



الشبكة الإفريقية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني
RÉSEAU AFRICAIN DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
African Network of Social and Solidarity Economy

RAESS

RESEAU AFRICAIN POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

RAPPORT D'ACTIVITES 2014

I. PRESENTATION DU RAESS

Le Réseau Africain de l'Économie Sociale et Solidaire (RAESS), organisation associative à but non lucratif, est né en 2010 sous l'initiative de 25 organisations de la société civile de pays du continent. Il réunit en son sein 22 Réseaux-pays (Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Bénin, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Cameroun, Togo, Sénégal, Mali, Niger, CPC, IPD, Alliance Coopérative Internationale, Guinée, Guinée Equatoriale, Iles Maurice, Ethiopie, République Démocratique du Congo, Cap-Vert) agissant dans le domaine du développement durable inclusif.

Le siège du RAESS est actuellement établi à Salé au Maroc, pays hôte dont le REMESS (Réseau Marocain d'Économie Sociale et Solidaire) assure la coordination RAESS en la personne de Monsieur Abdeljalil CHERKAOUI. Le siège du RAESS sera transféré officiellement à Bamako au Mali en avril 2016 où le RENAPESS Mali (Réseau National d'Appui à l'Économie Sociale et Solidaire) assurera la coordination en la personne de Monsieur Madani COUMARE.

Ce réseau représente **un réel espace de partage et de concertation** pour amener les différentes associations africaines à repenser leurs approches de développement et introduire les alternatives proposées par l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Le RAESS est aussi un vecteur de mutualisation du savoir et du savoir-faire en matière de développement durable ainsi qu'un moyen de plaidoyer collectivement auprès des Gouvernements, des Instances et Organisations africaines et internationales pour ainsi défendre les valeurs et les principes universels de l'ESS.

En outre, le RAESS milite en faveur d'un partenariat constructif et contributif Public-Privé ; le panafricanisme guide sa vision ; la territorialisation de l'ESS, quant à elle, encadre son action.

II. CADRE D'INTERVENTION

Depuis sa création, le RAESS a organisé avec l'appui de la plateforme tunisienne de l'ESS trois grandes rencontres des réseaux africains de l'ESS respectivement à Kénitra au Maroc, à Hammamet en Tunisie ainsi qu'à Marrakech au Maroc. Ces rencontres ont permis la promotion de la vision panafricaine en matière d'ESS sur la base d'une concertation élargie ainsi que l'ouverture de chantiers innovants de développement.

Les Réseaux africains de l'ESS, membres du RAESS, ont par ailleurs participé à de nombreuses manifestations internationales de l'ESS telles que Le Forum International d'Économie Sociale et Solidaire à Montréal en octobre 2011 ; le Forum Social Mondial à Tunis en mars 2013 ; la 6^{ème} édition des RMB en novembre 2013 à Chamonix en France ; la 5^{ème} édition des Rencontres Intercontinentales du RIPESS à Manille en octobre 2013.



III. ACTIVITES REALISEES

3.1 Participation à la première assise d'un réseau des acteurs économique et sociaux UE-Afrique, Bruxelles, 4et 5 mars 2014

Représentation RAESS : Monsieur Abdeljalil CHERKAOUI, Coordinateur du RAESS

Genèse de cette manifestation : 2005 : lancement par l'Union Européenne du projet de création du conseil économique, social et culturel (ECOSOCC) de l'Union Africaine (UA) et ce suite à la volonté des uns et des autres exprimés lors du premier sommet Afrique –UE qui s'est déroulé au Caire en 2000.

Cette structure a été mandatée par les deux parties pour jouer un rôle consulaire et un rôle de suivi des plans de partenariat préconisés à cette fin. Le constat fait aujourd'hui révèle que l'ECOSOCC n'a pas fonctionné pour de multiples raisons malgré les tentatives de relance entreprises par le CESE.

Objectifs :

- Elaborer une déclaration à adresser aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE-Afrique se réunissant les 2 et 3 Avril 2014 à Bruxelles pour la mise en place d'un plan de partenariat 2014-2017
- Initier un réseau d'acteurs sociaux et économiques contribuant à la stratégie conjointe UE-Afrique et au suivi du plan de partenariat UE-Afrique pour la période 2014-2017.

Le déroulé des travaux a été centré sur trois thématiques à savoir l'emploi des jeunes, la sécurité alimentaire et la protection sociale. Chaque thématique a été introduite par trois ou quatre intervenants spécialistes choisis parmi les cadres soit des CESE ou des organisations onusiennes. Les débats ont permis de reprendre le contenu du projet de la déclaration finale qui a été soumise au sommet UE-Afrique du 2 Avril 2014.

Ont participé aux ateliers thématiques, Monsieur José Maria NARVAIZA, Président de section spécialisée « Relations extérieures » du CESE ; Monsieur Nick WESTCOTT, Directeur Afrique- Service européen pour l'action extérieure ; Monsieur Marcus CORMARO, Directeur général adjoint-développement et coopération- à la Commission Européenne ; Monsieur Ajay KUMAR BRAMDEO, Ambassadeur de la mission permanente de l'Union Africaine auprès de l'UE.

Ces contacts de haut niveau a permis aux participants de s'interroger sur les perspectives de cette plateforme et aussi de s'informer sur les blocages de l'ECOSOCC. Il en ressort que le projet de cette nouvelle structure restera ouvert à d'autres acteurs pour assurer une meilleurs représentativité des forces vives des deux continents et aussi à l'ECOSOCC pour un partenariat éventuel dans l'avenir une fois les conditions du redémarrage réunies.

Monsieur Xavier VERBOVEN, Président du comité de suivi ACP-UE au CESE a donné lecture à l'ensemble des paragraphes du projet afin de recueillir des nouvelles propositions ainsi que l'approbation de la version finale. La Représentante de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI), Madame Sifa CHIYOGÉ BUCHEKABIRI, Directrice de la région Afrique et Monsieur Abdeljalil CHERKAOUI, Coordinateur du RAESS, ont pu apporter des précisions dans le contenu de la déclaration en ajoutant des passages pour inclure l'Economie Sociale et Solidaire comme alternative aux différentes problématiques soulevées dans la déclaration.



3.2 Organisation et animation de la 3^{ème} rencontre africaine du RAESS, Marrakech, 24 et 25 avril 2014

La rencontre organisée par le RAESS à Marrakech du 24 au 25 avril 2014 sur l'ESS vise à mettre un nouveau paradigme, où l'homme serait explicitement à la première place. Une question refait surface partout chez les différents partenaires de l'ESS en Afrique et partout dans le monde : la question que se posent les différents partenaires est comment faire en sorte que l'économie soit au service du bien public ?

Lors de cette rencontre Monsieur Abdeljalil CHERKAOUI, Coordinateur du RAESS, en présence de Monsieur Abdeslam BIKRAT, Wali-Gouverneur de Marrakech-Tensift- EL Haouz, a rappelé que cette rencontre s'inscrit dans la logique de la Philosophie de Manille, des rencontres du Mont-Blanc à Chamonix, de Bruxelles qui ambitionnait de mettre un pont entre la société européenne et africaine pour, rappelle-t-il, définir une place au continent africain. Il a par ailleurs invité les différentes et nombreuses délégations présentes à exprimer leurs attentes et ambitions quant à la place de l'ESS dans l'impulsion de la dynamique de développement en Afrique.

Le programme proposé était articulé autour de plusieurs espaces et des temps forts. Un premier temps a permis aux différentes délégations de partager avec l'auditoire leurs bilans et perspectives des programmes pays de l'ESS. Un 2^{ème} temps eut trait aux voies et moyens pour mieux contribuer à la promotion de l'ESS en tant que moteur de développement humain dans le continent dans le cadre d'une concertation stratégique. Un troisième temps fut consacré à un partage entre experts et professionnels sur une série de questions se rapportant aux concepts, aux définitions et aux approches qui pourraient clarifier la perception panafricaine chez les uns et les autres concernant les politiques de l'ESS et sur leur opportunités de développement.



Les Représentants des réseaux nationaux africains de l'ESS-membres du RAESS ont exposé l'état des lieux de l'ESS dans leurs pays respectifs et ont invité à une reconnaissance des activités et pratiques de l'Economie Sociale et Solidaire dans leurs pays respectifs en tant que vecteurs de développement.

En parallèle ils ont débattu entre eux des thématiques suivantes :

- Les relations Société civile - Etat sur le champ de l'ESS
- Les valeurs de l'ESS : cohésion sociale, équité, dignité...
- Les Acteurs de l'ESS : petits entrepreneurs, femmes, jeunes...
- Le rôle de la formation professionnelle et de l'ESS dans l'insertion économique des jeunes hommes et femmes
- L'immigration et l'ESS
- Le renforcement de capacités des acteurs de l'ESS



- Les Echanges, le réseautage et la structuration des membres au sein du RAESS

Une réflexion collective sur les OMD post 2015 a eu aussi lieu. Le RAESS a que les OMD avant 2015 ont été marqué par des appréciations d'ordre quantitatif qui masquent une certaine réalité affectant le quotidien du citoyen du monde. Le dispositif-statistique utilisé pour évaluer l'état d'avancement des différents champs de développement n'est que le résultat et le reflet du système de gouvernance et le niveau de démocratie de chaque pays.

La crise actuelle et les printemps de démocratie sont des événements qui invitent à repenser et à revisiter les critères classiques destinés à évaluer le développement d'une manière générale.

Une des alternatives consiste à chercher les modalités d'évaluation de la démocratie économique, du travail décent, de la répartition des richesses, de l'obtention des mêmes chances pour évoluer, etc.

Le progrès et la paix durables ont besoin d'humaniser davantage le développement et l'une des solutions à proposer serait l'Economie Sociale et Solidaire. Ces alternatives doivent se soumettre à des logiques de souplesse et d'accommodation par rapport aux réalités de chaque pays.

Au cours de cette 4ème rencontre africaine du RAESS, deux ateliers et un groupe d'experts ont planché, le vendredi 25 avril 2014, sur la problématique soulevée par le RAESS en essayant de répondre aux questions sous-tendues par la thématique suivante :

Thème N°1 : Projet de renforcement institutionnel et du développement de capacités des réseaux nationaux africains de l'ESS – 2014/2016

Cet atelier s'est penché sur l'analyse de la situation actuelle de l'ESS en Afrique en vue de dégager les prémisses d'une situation souhaitée en vue d'élaborer un programme opérationnel et réaliste : Il a ainsi été proposé d'articuler les échanges autour de quatre axes de travail :

- les contraintes qui se matérialisent dans la formalisation et l'adhésion ;
- le renforcement institutionnel et législatif ;
- le partenariat ;
- la communication-formation et sensibilisation.

L'analyse de la situation actuelle a débouché sur un certain nombre de plans d'action en rapport avec les types de contraintes soulevées autour des objectifs opérationnels suivants:

- Accompagner les réseaux nationaux dans leur processus de formalisation et d'élargissement de leur base de représentativité ;
- Accompagner le renforcement institutionnel des Réseaux dans un cadre normatif et législatif favorable ;
- Faciliter les relations de partenariat public-privé au profit des Réseaux nationaux et de leurs membres.
- Assurer la disponibilité et la mise en place d'une stratégie de communication, tenant compte des trois aspects : RAESS/Réseaux-pays, Réseaux-pays/Réseaux/Pays et Réseau/Membres.
- Améliorer les offres de formation en faveur des Réseaux des pays en élaborant des curricula de formation dans les domaines du coaching territorial.

Thème N°2 : La position du RAESS dans les grands chantiers au niveau international (références : rencontres de Manille/RIPESS, de Chamonix/RMB, de Bruxelles/UE-Afrique et OMD post 2015...)

Il est ressorti de cet atelier trois grandes pistes de réflexion et cinq recommandations :

Trois grandes pistes de réflexion :

- 1) Problème de définition : c'est quoi la pauvreté ? Etre solidaire ? Economie du Marché ? Quelle place pour les Droits de l'homme dans cette dynamique ? L'Islam et l'économie alternative ? Il faut



s'approcher davantage des pays de l'Asie ; œuvrer pour un nouveau concept de coopération et d'échange ...

- 2) Le RAESS est appelé à s'approcher du CES Européen pour participer à des manifestations qu'organisent ses membres, bénéficier des différents échanges, profiter du rôle de médiateur du CES entre la société civile et l'Europe..., les RMB.
- 3) Le RAESS doit se préparer au grand débat sur les OMD, s'organiser, renforcer les échanges et le partage.



Cinq recommandations :

1. Mise en place d'un observatoire de l'ESS ? Organiser, en alternance, une assemblée du RAESS, en Afrique subsaharienne ;
2. Se positionner par rapport au Forum social de 2015. (Se préparer pour une seule voix)
3. Se rapprocher du MedESS comme entrée principale à la méditerranée ;
4. Créer une Agence Africaine du Partenariat ;
5. Faire une cartographie mondiale des réseaux d'ESS à mettre à la disposition des Africains.

Lors de la table ronde multi-acteurs, quatre axes de recherche se sont dégagés:

Axe 1 : Penser la coopérative commune un véritable outil de développement ;

Axe 2 : Asseoir les bases d'une politique « Jeunes pour Jeunes » et œuvrer pour la représentation des jeunes dans les instances du RAESS et dans les organisations internationales de l'ESS ;

Axe 3 : Promouvoir des politiques publiques qui accompagnent les acteurs de l'ESS (se pencher sur l'emploi des jeunes, véritable défi en Afrique ; trouver des alternatives à la problématique de l'immigration);

Axe 4 : Elaborer des curricula de formations pour les acteurs de l'ESS, organiser des sessions de formation de formateurs, diversifier les stratégies de formation, etc. La question de la formation est primordiale.

En guise de conclusion, Monsieur Abdeljalil CHERKAOUI, Coordinateur du RAESS a remercié les participants et demandé aux différentes délégations de signer la charte d'engagement avant de clôturer les travaux de cette 3^{ème} rencontre des réseaux africains de l'ESS.

3.3 Organisation et animation du forum thématique « Economie Sociale, Solidaire et environnementale : tous les droits et obligations de l'Homme, Forum des droits de l'Homme, Marrakech, 27 au 29 novembre 2014

Le séminaire d'une durée d'une journée s'est articulé autour de **trois temps forts** :

- ✓ Une séance plénière sur « Economie Sociale et Solidaire devant 4 défis : emploi, santé, éducation et environnement » marquée par l'intervention du BIT, OMS et UNESCO et ONU ;
- ✓ Six ateliers composés d'acteurs de l'ESS et de chercheurs autour des axes thématiques suivants : ESS et droit au travail décent ; ESS et droit à une santé de qualité ; ESS et droit à une éducation citoyenne ; ESS et droit à un environnement propre ; ESS et droit à la paix, sécurité et circulation.



الشبكة الإفريقية للاقتصاد الاجتماعي والتضامني
*#E.E. o.HOΞZΞ I +ΛoCΘo +oCΘH+ Λ +ΘΛoΛoH+
Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire
African Network of Social and Solidarity Economy
RAESS



✓ Une présentation des résultats des six ateliers en séance plénière.

Quatre ateliers ont ainsi permis d'approfondir ces thèmes par des acteurs de l'ESS, de chercheurs et des experts :

✓ **Economie Sociale Solidaire et droit à un travail décent** : se concentrer sur le rôle que les coopératives, les associations jouent dans la création des emplois décents et la répartition équitable des résultats des richesses créées, e cas

des coopératives de travailleurs (scoop) est édifiant à ce niveau. Le BIT est le mieux placé pour communiquer sur la stratégie dans ce domaine.

✓ **Economie Sociale Solidaire et droit à une santé de qualité** : Les mutuelles de santé et les Assurances mutualistes jouent un rôle essentiel dans la couverture et la protection sociale. Ainsi, au rôle de l'Etat s'ajoute surtout ces organisations non gouvernementales de solidarité et d'entraide qui comptent essentiellement sur les cotisations des membres dans le but de faire face aux risques. Quelles approches pour atteindre les petits producteurs, travailleurs dans l'informel et les ruraux ? Quelle est la stratégie de l'Organisation Mondiale de la Santé ?

✓ **Economie Sociale et Solidaire et droit à une éducation citoyenne**. Pour généraliser la scolarisation à tous les enfants de moins de 16 ans, permettre aux adultes d'accéder à l'éducation et le savoir. Les entreprises de l'ESS et les organisations de la société civile ont un rôle à jouer pour rendre effectif ces droits.

Quelles synergies et concertations entre les acteurs pour atteindre cet objectif ? Quel est la situation et quelle stratégie adoptée par l'UNESCO, ISESCO ... ?



Dans le cadre de l'atelier « ESS et droit au travail décent », trois questions ont été posées pour animer la discussion:

Question 1:

Comment concilier "Economie sociale et solidaire" et "Emploi décent"? Référence à l'article "31" de la constitution marocaine « L'Etat, les établissements publics et les collectivités territoriales œuvrent à la mobilisation de tous les moyens à disposition pour faciliter l'égal accès des citoyennes et des citoyens aux conditions leur permettant de jouir des droits : ...au travail et à l'appui des pouvoirs publics en matière de recherche d'emploi ou d'auto-emploi » ;

Dans le cadre des situations de crises financières et économiques de 2008 et de 2011 ayant fragilisé de nombreux emplois, comment l'economie sociale et solidaire a-t-elle été en mesure de résister?

Question 2:

L'Economie sociale et solidaire est-elle une alternative pour le système capitaliste, socialiste ou communiste?... Ce jeu met en scène un univers d'analogies, "fourmi et l'éléphant!", dans lequel se mêle "le monstre" capitalisme américain...



Question 3:

La question de la territorialisation (regionalisation, décentralisation...) permet-elle une meilleure distribution des richesses?

Comment peut-on utiliser l'innovation et la recherche en faveur des entreprises de l'économie sociale et solidaire?

IV. PERSPECTIVES A VENIR

L'année 2015 constitue une phase de transition invitant le RAESS à accompagner le renforcement institutionnel et le développement des capacités de ses Réseaux-membres ;

En marge du Forum Mondial des Droits de l'homme de Marrakech en novembre 2014, un comité de travail a été créé pour assurer le portage institutionnel des actions relatives à la redynamisation des réseaux ESS mitoyens au Cameroun et au Bénin sur 2015. Ont été ainsi désignés, démocratiquement par les Réseaux-membres du RAESS, deux Représentants auprès des Instances nationales des pays concernés et Organisations internationales :

- Monsieur Patrice LOVESSE, Président du Groupe d'Economie Sociale et Solidaire du Bénin (GBESS) et porte-parole du 1^{er} groupe de travail composé des Représentants des réseaux d'ESS du Togo, de la Côte d'Ivoire, du Niger et de la République Démocratique du Congo ;
- Madame Elise Pierrette MEMONG MENO épouse MPOUNG, Coordinatrice du Réseau National de l'Economie Sociale Solidaire du Cameroun (RESSCAM) et porte-parole du 2^{ème} groupe de travail composé des Représentants des réseaux d'ESS du Burkina Faso, de la Guinée, du Sénégal et du Mali.

Ces deux Représentants sont aussi chargés au nom des Réseaux-membres du RAESS de coordonner le futur plan d'actions pluriannuel à partir de 2015, de le présenter auprès des Instances nationales des pays concernées et Organisations internationales (coopération bilatérale, multilatérale) ainsi que d'identifier les moyens de sa réalisation.

Ce travail se fera en concertation permanente avec la coordination du RAESS représentée par Monsieur Abdeljalil CHERKAOUI ; Madame Hélène ETTAMRI – SALOME, membre du REMESS, a été désignée pour superviser cette première opération 2015 ainsi qu'appuyer sur un plan technique et méthodologique les membres du comité de travail dans :

- la conception de la documentation du projet ;
- la mise en œuvre des différentes activités-programmes sur l'exercice 2015 ;
- la recherche de financements internationaux.

M. Abdeljalil CHERKAOUI
Coordinateur RAESS

